

À Saclay, la guerre de deux mondes

PAR JADE LINDGAARD

ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 31 JUILLET 2021



ZAC de Moulon, plateau de Saclay, juillet 2021(JL)

En grande couronne parisienne, l'extension d'un quartier de laboratoires et d'entreprises menace des terres agricoles. Les bénéfices économiques du métro du Grand Paris qui doit y passer reposent sur le bétonnage de champs. À contre-courant des préconisations internationales qui supplient de protéger les milieux vivants.

«Après avoir vu un champ de grues, on voit maintenant un champs de béton.» Toute la tristesse du monde habite cette remarque. Françoise Balthazard est arrivée, encore enfant, à la fin des années 1960 à Gif-sur-Yvette (Essonne), dans la vallée qui s'étend en contrebas du plateau de Saclay. «Il n'y avait que des fermes. On allait chercher du lait à côté de la maison du duc et de la duchesse de Windsor.» Quarante-cinq ans plus tard, elle exerce le mandat d'adjointe au maire à Saint-Aubin. Le village de 700habitant-e-s doit donner son nom à une gare du Grand Paris, sur la future ligne18.

Autour de la commune, le paysage ressemble à une ligne de front. Des rangées d'immeubles semblent pousser les parcelles de maïs cultivées par des chercheuses et chercheurs en biologie végétale. Une maison en meulière s'accroche derrière son muret; à l'arrière-plan, des blocs de logements la dominant de quatre étages. Le «campus urbain» de Saclay réunit aujourd'hui de grandes écoles d'ingénieurs (Polytechnique, CentraleSupélec, Ensta, Ensae, Institut d'optique), l'ancienne École normale supérieure (ENS) de Cachan, des universités (Paris-Saclay, AgroParisTech) et des services de recherche

et développement (R&D) de multinationales (EDF, Thales, Safran). L'un des derniers arrivés est le groupe pharmaceutique Servier– fabricant du Mediator. À terme, l'établissement public qui aménage ce «cluster scientifique» espère concentrer 20% de toute la recherche française.



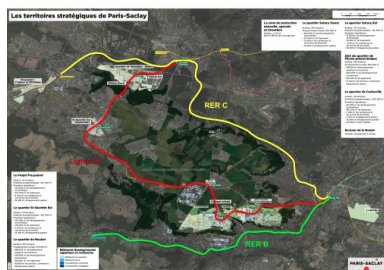
Sur la ZAC de Moulon, plateau de Saclay, 26 juillet 2021 (JL)

Au milieu de ces bâtiments construits dans une gamme chromatique noire et grise, une prairie vit ses dernières heures. Un hôpital y est attendu, à deux pas d'un lycée international en chantier. «Ici, c'est un cyclone qui s'est abattu sur nous, poursuit Françoise Balthazard. Beaucoup de gens ne se sont pas aperçus de ce qui allait nous arriver et maintenant, c'est trop tard.»

Vendredi 30 juillet s'est achevée **une enquête publique portant sur un tronçon du métro** devant relier l'aéroport d'Orly (Val-de-Marne) à Versailles (Yvelines) d'ici à 2030 ; la 51^e ou la 52^econsultation du public depuis le début de l'aménagement du plateau de Saclay, **ironise l'auteur d'une contribution au débat public**. Pour les associations écologistes, le saucissonnage des projets d'aménagement est une façon d'en minimiser les impacts.

Les dix gares de la ligne 18 vont coûter 4,4milliards d'euros. C'est l'un des chantiers les plus emblématiques du Grand Paris car il poursuit l'extension du«cluster»de Saclay lancé sous la présidence de Nicolas Sarkozy. **Présidente de la**

région Île-de-France et ancienne ministre des universités, Valérie Pécresse dit *«vouloir faire de l'Île-de-France la Silicon Valley à la française»*.

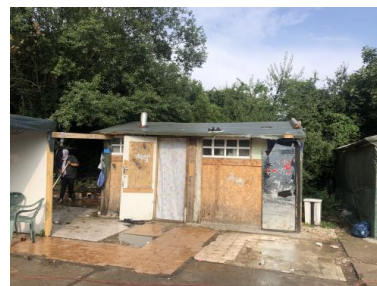


Les territoires stratégiques de Paris-Saclay.

Le nouveau métro pourrait servir à accueillir les chercheurs internationaux – en particulier les *«prix Nobel»*, espère la cheffe de l'exécutif régional lors d'une réunion publique – en leur épargnant les aléas du RER. Et faciliter l'accès des enseignant-e-s, ingénieur-e-s, étudiant-e-s, particuliers à ce quartier qui a des airs de petite *«ville nouvelle»*. Selon la Société du Grand Paris (SGP), maître d'ouvrage, *«à l'horizon 2030 sur le tronçon Orly-Versailles, 17300 voyageurs à l'heure de pointe du matin emprunteront quotidiennement la ligne 18, avec une fréquentation journalière de près de 110000 voyageurs par jour ouvrable. Le flux maximal sur un tronçon de la ligne sera de 6000 voyageurs à l'heure de pointe du matin entre les gares de Massy-Palaiseau et de Palaiseau»*. Le 21 janvier dernier, en visite à l'université Paris-Saclay, **Emmanuel Macron s'est réjoui de l'avancée des travaux**: *«Il faut se souvenir du temps long, et d'un lancement à l'époque où il n'y avait ici quasiment que des champs. Les progrès sont immenses.»*

Des avancées au bénéfice de qui? Fin juillet, sur le campus, dans un recoin caché par des blocs de béton vit une vingtaine de familles roms depuis un an. Environ quatre-vingt personnes ont construit des baraques avec des panneaux de contreplaqué et des bâches trouvées çà et là. Elles ont choisi cette dalle *«car c'était libre. On l'a trouvée sans le vouloir, et on s'est installés. On a pensé qu'ici on ne dérangerait personne»*, explique Marin Cosmin, un des habitants.

Mais les travaux de la future gare CEA-Saint-Aubin avancent et les familles vont être évacuées. La police passe tous les jours, disent-ils.



Camp de familles roms sur le plateau de Saclay, 27 juillet 2021 (JL).

Des discussions sont en cours avec l'aménageur du plateau, l'EPA, propriétaire du terrain, et la ville d'Orsay pour leur trouver un autre terrain. *«On voudrait rester tous ensemble. C'est toujours la même histoire: on a fait des demandes de logements, mais on est toujours sur les listes.»* Les enfants sont inscrits dans les écoles alentour. Dans le bidonville, il n'y a pas d'arrivée d'eau et pour avoir de l'électricité, il faut faire tourner un groupe électrogène. Des bonbonnes de gaz servent à chauffer l'eau pour se laver. Ceux qui parlent français trouvent moins difficilement du travail que les autres: chauffeur-livreur, postier, ouvrier dans le bâtiment. Marin présente sa mère: elle a travaillé dans une ferme. Elle soupire et montre ses genoux. Trop douloureux. Elle ne peut plus faire de travaux agricoles. *«Ici, il n'y a aucune réclamation contre nous. On ne vole pas. On a essayé de tout respecter. Dans le bus, on achète des tickets. On aimerait changer le regard des Français sur nous. On voudrait avoir une vie normale, comme tout le monde. Mais on ne nous laisse pas tranquilles.»*

D'autres existences sont malmenées par l'étalement des constructions. *«Il n'y a plus de nuit sur le plateau. C'est une dévastation visuelle. C'est dramatique car les oiseaux et les plantes ont besoin de vie nocturne.»* De la ferme céréalière où elle travaille avec son époux depuis 25 ans à Villiers-le-Bâcle, Cristiana Modica Vandame voit les lumières de la ville s'approcher. Le site de TechnicAtome, l'ancienne branche d'Areva spécialisée dans les réacteurs nucléaires de recherche, garde ses lampadaires éclairés 24 heures sur 24. Une rame du futur métro pourrait traverser les parcelles

une fois toutes les cinq minutes, à 100km/h. «Vous ne pouvez pas compenser la perte du silence, de la nuit, des insectes. Ils vont créer un monde artificiel.»

L'exploitation cultive en bio sur 237hectares, la plus petite du plateau de Saclay. La ligne18 du métro du Grand Paris doit passer au milieu de leurs champs et la route départementale, qui, elle, est parallèle, se doubler. «Il y aura des barrages infranchissables. Ils sont en train de tout faire pour nous mener à l'épuisement. Si on ne peut plus cultiver toutes nos terres, on ne pourra plus faire de rotation de cultures, ce qui rendrait le bio impossible.» Le système de drainage construit dès le règne de LouisXIV pour assécher les marais risque d'irréremédiables dommages. D'autres fermes vont subir les impacts des travaux.



Cristiana Modica Vandame, dans le jardin de sa ferme, 26 juillet 2021 (JL).

« Les terres agricoles du plateau de Saclay sont les seules terres agricoles protégées de toute urbanisation en France, par la loi du Grand Paris du 3 juin 2010, assure l'aménageur du plateau de Saclay, l'EPA, en réponse aux questions de Mediapart. Plus de 4000hectares ont été classés en «**zone de protection naturelle, agricole et forestière**» (ZPNAF), dont 2500 dédiés à l'activité agricole. L'EPA a signé une convention avec l'association historique des paysan-ne-s du plateau, Terre & cité, et recense les fermes du coin sur un site dédié.

Mais le collectif Urgence Saclay pointe les contradictions de l'État: « Pourquoi faire d'un côté une loi pour protéger et de l'autre aménager? » La zone non urbanisable est délimitée par un décret en Conseil d'État. Ce qu'un texte a fait, un autre peut le défaire, craint sa fondatrice, Fabienne Merola, chercheuse à la retraite. «L'impact sur des terres agricoles de la ligne18 (à laquelle il convient d'ajouter les travaux du conseil départemental 91

sur la RD36) est d'environ 40hectares pour la phase chantier et de 22hectares en phase d'exploitation», assure la SGP. La loi restreint l'artificialisation au périmètre des zones d'aménagement concerté (ZAC). «Ce périmètre strict favorise l'aménagement d'espaces publics et de parcs naturalistes généreux ainsi qu'une transition paysagère», affirme l'EPA de Saclay. Pourtant, si l'on additionne la superficie des trois ZAC d'ores et déjà validées, cela représente 663hectares –dont 400 de parcelles autrefois agricoles, selon Urgence Saclay.

Il y a vingt ans, ces terres furent un creuset d'agroécologie : création de l'une des premières Amap de France, Les Jardins de Cérès, permettant la vente directe à des consommateurs par un abonnement de soutien, en 2003; visites du fondateur du Mouvement Colibris, Pierre Rabhi; création de groupes de réflexion... «On se disait que le plateau pouvait être une vitrine de l'autonomie alimentaire aux portes de Paris. Il y avait une vigilance associative et citoyenne», se souvient Isabelle Morgan, habitante de Palaiseau et très active alors dans ce réseau écologiste émergent. Elle décrit leur émotion «les premières années où les vers de terre sont revenus», au fur et à mesure de la réduction des pesticides. Elle est alors «hyper enthousiaste»: « Je trouvais que la démocratie fonctionnait bien.» Plus d'un millier de personnes achètent des petites parcelles et s'associent en SCI sous le nom de Terres fertiles, pour en préserver l'usage agricole. Écloront alors des projets d'élevage, de maraîchage et de plantation de haies.



Isabelle Morgan et Fabienne Merola, à Saclay, 27 juillet 2021 (JL).

En 2008, Christian Blanc, alors secrétaire d'État de Nicolas Sarkozy au développement de la région capitale, présente un projet de «cluster scientifique et technologique pour le plateau de Saclay»: transfert

de centres de recherche et de grandes écoles, croissance de la population de 35000habitants, projet de ligne de métro automatique. Sur les 5000hectares du plateau, seuls 1800 doivent alors faire l'objet d'une protection. « *Ça nous est tombé dessus comme un coup de massue, on ne l'avait pas vu venir* », décrit Isabelle Morgan. En 2009, l'État déclare une opération d'intérêt national (OIN), qui lui accorde des prérogatives d'urbanisme. « *C'est le rouleau compresseur. Notre vie s'écroulait, ça nous a foutu un choc.* » Les collectifs écologistes s'éparpillent. Certains déménagent, d'autres abandonnent. Les réunions se raréfient, plus personne ne répond aux courriels.

« *Ils ont construit des quartiers entiers en cinq ans, l'urbanisation a été très rapide* », décrit Fabienne Merola, d'Urgence Saclay. Soixante-six hectares de champs expérimentaux sur la biologie des plantes de l'Inrae, l'institut de recherche agronomique, ont déjà été détruits. La SCI Terres fertiles est liquidée, ses parcelles en partie expropriées pour les travaux de la ligne 18 – l'association Terre de liens a pu en acheter une partie. Le seul espace encore non loti du campus urbain, le quartier de Corbeville, pourrait devenir 300000m² de logements, bureaux, commerces et équipements sportifs. « *Il y a eu des milliers de gens impliqués mais il aurait fallu être dix fois plus*, analyse Isabelle Morgan. *L'État est tout-puissant, il passe au-dessus de tout. Tout le monde s'est rangé derrière lui, comme un seul homme.* »

En 2020, Cristiana Vandame a l'idée d'appeler à la rescousse **le réseau Extinction Rebellion** qui mène des actions de désobéissance civile contre les causes des dérèglements climatiques. Une nouvelle génération de militant-e-s s'intéresse au sort du plateau. Le collectif Non à la ligne 18 se crée. Un campement éphémère s'installe à l'automne dans un champ, un autre en mai 2021 et prend le nom de

«Zaclay», en référence au mouvement des ZAD. Un journal relaie leur lutte : **Le PetitZPL** («zone de publication libre»).



Sur le camp de «Zaclay», juillet 2021 (JL).

Pour les habitant-e-s, plus le cluster se construit, plus le paysage de leur enfance disparaît. Non loin de l'École polytechnique, en 2015, l'écoquartier Camille-Claudé a pris la place d'un champ. Aujourd'hui y vivent environ 4000 personnes. « *J'y passais toutes les semaines quand j'étais petit pour visiter des amis avec mes parents et faire du vélo, se souvient Loïc Sivadier, 22ans, étudiant en physique. Il y avait un champ de blé, c'était beau. Il y avait de la nature, et un jour...* » Pas de mot pour décrire ce qui s'est passé mais une onomatopée de lame de guillotine. « *Ça m'a écoeuré. Il y a un attachement émotionnel. C'est le territoire où j'ai grandi.* » Le jeune homme est devenu un participant régulier de «Zaclay », le campement contre la ligne 18 du Grand Paris.

« *Je suis née à Palaiseau, témoigne Isabelle Morgan. Quand j'étais enfant, il y avait des martinets, des insectes, beaucoup d'hirondelles. Elles nichaient sous les porches. Je voyais les petites têtes de leurs bébés dans leur nid. Ça bourdonnait de vie. Il y avait des bouvreuils. Je n'en vois plus aujourd'hui. Quand tu vois la destruction de ton environnement, c'est dur.* » Là où le groupe Danone a construit un imposant bâtiment dans le «campus urbain» du plateau, « *il y avait une belle mare de salamandres et de tritons crêtés* ». Dans la vallée de l'Yvette, au pied du plateau, la rivière sort de son lit chaque année et inonde les environs, alors qu'autrefois les crues d'une telle ampleur étaient rares. Le bétonnage du plateau rend ses terres imperméables. La pluie des orages ne peut plus s'enfoncer dans le sol et ruisselle à grands

flots dans l'Yvette. «*Tout arrive en même temps*», s'inquiète l'habitante. Si la ligne 18 se construit, elle partira, assure-t-elle.



Loïc Sivadier, près de la ZAC du quartier de l'École polytechnique, 27 juillet 2021 (JL).

« *C'est sûr que ce n'est pas pratique pour venir sur le plateau, et c'est pourquoi depuis cinq ans notre université vend la ligne 18 comme la solution à ce problème* », résume Emmanuelle Rio, enseignante-chercheuse en physique à l'université d'Orsay. Elle est l'une des signataires **d'une lettre ouverte de plusieurs dizaines de scientifiques au gouvernement contre le nouveau métro**.

« *Mais cette gare n'est pas prévue pour les habitants* », insiste son collègue Bruno Viaris, chercheur et militant comme elle à la FSU. Elle circulera sur un axe est-ouest – sans passer par Paris –, alors que la majorité des personnes qui fréquentent le plateau viennent du nord ou du sud, explique Harm Smit, spécialiste des réseaux et membre du **collectif OIN Saclay (Colos)**. Elle n'offre aucune desserte aux habitant-e-s des quartiers plus populaires des Ulis, au sud, dont certain-e-s travaillent pourtant sur le plateau.

Cette quête acharnée de l'excellence, de la gloire intercontinentale, du rayonnement au-delà de son terroir ravale les terres du plateau au rang de simple décor. Ce conflit de valeurs ne se joue pas qu'au niveau des symboles. Il est internalisé dans le modèle économique de la ligne 18, comme l'ont découvert Harm Smit et Fabienne Merola à force d'étudier les

détails du projet: les bénéfices économiques de ce tronçon du métro du Grand Paris reposent sur la future destruction des terres.



L'atrium de l'ENS à Saclay, conçu par Renzo Piano, en juillet 2021 (JL).

Comment? Plus de 70% des bénéfices économiques attendus de la ligne sont des «*bénéfices élargis*», selon l'expression utilisée par la SGP, évalués à 7,8 milliards d'euros. Ils correspondent à l'accroissement du marché de la main-d'œuvre et à la création de nouveaux emplois escomptés du nouveau métro. Ces chiffres reposent sur l'hypothèse d'une forte croissance démographique autour des gares de la future ligne.

Si bien que le secrétariat général pour l'investissement (SGPI) insiste – **dans un avis de février 2020 versé à une précédente enquête publique** : « *Il apparaît impératif que tout soit fait afin de favoriser une forte densification des zones situées au voisinage des gares.* » Sur le plateau, une seule station est aujourd'hui prévue: celle du CEA-Saint-Aubin. Le site est aujourd'hui entouré de champs. Par conséquent: «*Le projet de ligne 18, qui devrait induire un fort développement urbain, entraînera une forte consommation d'espaces ruraux dans les zones que la ligne desservira* », écrivent les hauts fonctionnaires, placés sous l'autorité du premier ministre. La destruction des terres agricoles n'est donc

pas une malheureuse conséquence de la mise en place de la ligne du métro du Grand Paris. Elle en est la condition.



Le bâtiment Francis-Bouygues de CentraleSupélec, sur le plateau de Saclay, en juillet 2021 (JL).

Cette prime au bétonnage entre pourtant en contradiction avec les préconisations scientifiques internationales suppliant de préserver les milieux vivants face aux dérèglements du climat. Le projet de métro du Grand Paris «a été débattu à l'occasion d'un vaste débat public (le plus important jamais réalisé en Europe) avec 15000 participants et 250 cahiers d'acteurs entre septembre 2010 et janvier 2011, aboutissant à un accord entre l'État et la région Île-de-France le 26 janvier 2011», répond la SGP. Bref, ce qui fut décidé par les autorités, il faut le mettre en œuvre.

S'ils avaient pris le temps de plonger leurs mains dans la terre limoneuse du plateau, ils auraient pourtant découvert son excellente qualité: «Un cadeau du ciel», s'enthousiasme **Philippe Tellier, formateur pour les chambres d'agriculture** : « Il y a trois ou quatre mètres de profondeur de limon, c'est très rare. Ici, contrairement à la Beauce, il n'y a pas besoin de rampe d'irrigation dans les champs. La terre retient l'eau grâce à sa couche d'argile à meulière. Après la COP21 et les rapports du Haut Conseil pour le climat, arrêtons de détruire un tel capital.»

Le temps du renouvellement géologique est sans commune mesure avec le rythme des destructions humaines. Il faut des milliers d'années pour fabriquer un centimètre de terre limoneuse à partir de la

roche mère. Dans le **bilan socioéconomique** d'une précédente enquête publique sur la ligne 18, en 2017, le mot «paysan» n'apparaît pas une seule fois.

Boîte noire

Pour ce reportage, je suis partie à la rencontre de personnes qui habitent le plateau de Saclay ou y travaillent, et s'opposent à la ligne 18. J'ai passé deux jours sur place, les 26 et 27 juillet, et j'ai dormi sur le campement de Zaclay, installé sur une parcelle de la ferme Vandame. J'ai interviewé une dizaine de personnes, en plus des habitant-e-s du camp de Roms et de Zaclay rencontré-e-s sur place. Certaines d'entre elles ont demandé à ne pas être citées pour ne pas s'exposer à des réprimandes de leur hiérarchie.

À mon retour au journal, j'ai posé une série de questions par courriel à l'EPA Saclay ainsi qu'à la SGP. Cette dernière a demandé d'attendre la fin de l'enquête publique, à 17 heures le 30 juillet, avant de publier ses réponses, afin de ne pas interférer avec le processus légal.

Plus de références sont à trouver sous l'onglet Prolonger.

Prolonger

Il y aurait encore beaucoup à dire et à lire sur ce foisonnant dossier de l'aménagement du plateau de Saclay. Quelques références:

- **Lettre ouverte au gouvernement contre la ligne 18**, signée par des scientifiques, publiée sur Mediapart le 23 juillet 2021.

- **Un livre de référence, une histoire critique, factuelle et documentée**, de l'histoire de l'aménagement du plateau de Saclay: *Paris-Saclay, un désastre humain, environnemental et démocratique*, par un collectif regroupé sous l'appellation de «citoyens de terre contre État de fer», auto-édité en janvier 2020.

- Un livre d'entretiens avec des paysan-ne-s du plateau: *Terres précieuses. Témoignages de femmes et d'hommes qui font l'agriculture du plateau de Saclay*, par Martine Debieesse, Grand Carroi, 12,5 euros.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.